



RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF
PAYS: BURUNDI
TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL FINAL
DATE DE RAPPORT: 16 octobre 2018

Titre du projet: PROMOTION DU ROLE DE LA FEMME DANS LA CONSOLIDATION DE LA PAIX Numéro Projet / MPTF Gateway: BDI//A-11,00093147	
Modalité de financement PBF: <input type="checkbox"/> IRF <input checked="" type="checkbox"/> PRF	Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"): <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional Nom du fonds fiduciaire:
Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc): ONU FEMMES, Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'Autonomisation des Femmes Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux): Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre Ministère de l'Intérieur, et de la Formation Patriotique et du Développement Local Ecole Nationale d'Administration-ENA Association des Guides du Burundi-AGB Association DUSHIREHAMWE Kenyatta University à travers the Africa Centre for Transformative and Inclusive Leadership -ACTIL-	
Date de début du projet¹: 16/12/2014 Durée du projet en mois :² 42 Mois	
Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF: <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget PBF total approuvé* (par agence récipiendaire): Budget initial incluant la 1ère extension Avril 2016 : \$ 1,200,000 Extension avec coûts : \$ 600,000 : \$: \$ Total: 1,800,000 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i> Combien de tranches ont déjà été perçues par le projet:	

¹ La date de commencement actuelle est la date du transfert des fonds par MPTF-O aux organisations récipiendaires.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et celle des projets PRF est de 36 mois.

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Egide NIYONGABO

Rapport approuvé par: Jennet Kem, Représentante de ONU FEMMES

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui

Commentaire du Secrétariat PBF sur le rapport:

Est-ce que le projet a déjà participé dans un exercice d'évaluation ? Si oui, lequel et veuillez attacher le rapport:

Non

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.

PARTIE 1: PROGRES DES RESULTATS DU PROJET

1.1 Progrès global du projet actuellement

Expliquer brièvement l'état global de mise en oeuvre du projet en termes de cycle de mise en oeuvre, y compris si toutes les activités préliminaires / préparatoires ont été achevées (limite de 1500 caractères):

De façon globale, le projet a atteint les résultats :

- Contribution à la résolution des conflits communautaires (21852 conflits traités) et au désengorgement des structures judiciaires avec réduction de 23% des conflits parvenant aux tribunaux de résidence.
- Le réseau constitue un mécanisme de résolution de conflits accessible et digne de confiance offert aux femmes (47% conflits traités concernent exclusivement des femmes) : l'affluence des femmes aux médiatrices est due à leur bénévolat contrairement aux acteurs traditionnels exigeant des pots de bière.
- La proactivité des médiatrices dans la recherche de solutions à la crise politique en 2015 par l'organisation du dialogue a permis de désamorcer les conflits et d'empêcher la situation de dégénérer dans les provinces.
- Le changement de mentalité par l'intervention des médiatrices au côté des hommes dans le règlement des conflits, exclusivité des hommes, etc.
- Elles sont devenues pionnières de l'animation du dialogue communautaire, contribuant ainsi à la prévention des conflits, à la cohésion sociale et au renforcement de la participation de la femme (plus de 15000 médiatrices communautaires, 26294 séances de dialogue, plus de 177640 participants au dialogue).
- La mise en place d'un pool de 24 négociatrices renforcé en capacités, l'adoption d'une feuille de route à Addis-Abeba par les femmes venues du Burundi et de la diaspora et d'un Agenda national des femmes présenté au dialogue politique d'Arusha en 2017.

Compte tenu de la situation / besoins de transition politique / de consolidation de la paix / situation actuelle / récente dans le pays, le projet a-t-il été / est-il toujours **pertinent et bien placé** pour traiter les facteurs de conflit / sources potentielles de tensions? Veuillez illustrer concrètement. Si le projet est toujours en cours, des ajustements sont-ils nécessaires? (Limite de 1500 caractères)

Bien que le contexte sécuritaire ait évolué par rapport au démarrage, le projet reste toujours pertinent et bien placé car la situation est encore volatile depuis 2015. En effet, au niveau politique, le processus de dialogue tant de l'intérieur que de l'extérieur, évolue lentement malgré quelques avancées et la conclusion d'un consensus politique reste à accompagner. Les désaccords politiques observés dans le leadership politique continuent à avoir des répercussions sur la population en général et le mouvement féminin en particulier. Malgré les acquis du projet en terme de rassemblement des femmes autour de l'agenda national des femmes, des interventions en faveur de la consolidation du leadership féminin en vue d'une participation accrue de celles-ci dans les processus politiques dont le processus de paix et le processus électoral. Au niveau communautaire, les facteurs qui alimentent les conflits ne sont pas traités dans leurs racines. Il est toujours nécessaire d'appuyer les communautés dans leurs initiatives résilientes, notamment en soutenant les médiatrices à travers les Noyaux de Base Collinaires

dans les activités de prévention et de résolution de conflits ainsi que dans l'animation du dialogue communautaire.

En quelques phrases, résumez ce qui est **unique / innovant / intéressant** par rapport à ce que ce projet essaie / a tenté d'accomplir ou son approche (plutôt que de lister les progrès de l'activité) (limite de 1500 caractères).

Les médiatrices sont devenues de plus en plus incontournables dans la résolution des conflits, un rôle qui était jusqu'ici réservé aux hommes traditionnellement investis (Bashingantahe) ou aux arotités à la base. Les femmes médiatrices participent aux côtés des hommes à la prévention et à la résolution de conflits, aux réunions communales de sécurité et animent des débats communautaires afin de faire asseoir la cohésion sociale et la bonne gouvernance locale. En outre, depuis 2014 le projet aura permis de:

- créer des espaces ouverts de dialogue entre les femmes de différentes tendances socio-politiques et les acteurs, y compris les acteurs politiques;
- offrir un cadre d'expression de leurs opinions sur les besoins et priorités des femmes en matière de paix et sécurité ainsi que les défis auxquels la communauté fait face sans une lecture politique partisane;
- développer une approche et une stratégie convergente qui ont permis de dissiper les tensions, la peur et la suspicion, entre les femmes d'une part et entre les acteurs, d'autre part, contribuant ainsi à asseoir la paix et la cohésion sociale;
- conduire un processus inclusif de préparation et d'organisation du dialogue impliquant les femmes de toutes les tendances;
- . mener des actions de lobbying et de plaider à l'endroit des acteurs pour impulser la mise en œuvre des engagements et recommandations pris lors de ces dialogues

Compte tenu du moment dans le cycle de mise en œuvre du projet, veuillez **évaluer les progrès globaux** de ce projet vers les résultats à ce jour (faire le choix entre trois options):

on track with significant peacebuilding results

En quelques phrases, résumez les **progrès / résultats majeurs de consolidation de la paix** du projet (avec preuves), que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet (limite de 1500 caractères) :

Les résultats majeurs sont notamment:

- Le Réseau des médiatrices s'est imposé comme champion communautaire dans la consolidation de la paix à travers la prévention et la résolution des conflits ainsi que l'animation du dialogue communautaire sur les préoccupations de la population, devenant ainsi un acteur d'animation d'un espace démocratique (agora) pour s'exprimer mais aussi pour rendre compte par les élus locaux : organisation des débats sur toutes les collines du pays (plus de 2900 collines) au moins une fois tous les deux mois sur des questions de grande préoccupation communautaire. Ce qui favorise l'interaction entre les élus et la population.

Le Réseau des médiatrices est devenu le porte-parole de la population auprès du gouvernement en canalisant les préoccupations communautaires jusqu'au niveau central grâce aux journées communales d'échanges entre l'administration et les médiatrices (JCEAM). Le rapport national est rendu public, au niveau du gouvernement, par le ministre de l'intérieur qui endosse les préoccupations exprimées par les communautés. Exemple: la contribution du RFAPD à l'adoption en 2016 de la loi spécifique réprimant les VBG a été très importante car la préoccupation avait été exprimée dans toutes les communes du pays à travers les JCEAM de 2016.

-Le projet a le mérite d'avoir contribué à rassembler les femmes autour d'un agenda commun afin que leurs préoccupations soient bien canalisées pour faire objet d'un plaidoyer par des femmes solidaires.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu **un impact humain réel**, c'est-à-dire comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires que PBSO peut utiliser dans les communications publiques pour mettre en évidence le projet. (limite de 1500 caractères):

L'impact humain réel du projet est qu'il a changé la vie des gens victimes des violences, changé les mentalités, la vision de stratégie de résoudre des problèmes communautaires face à des populations essouffées par les effets de la crise. Le projet a redonné espoir et vie à des jeunes filles et garçons frappés par la crise de 2015.

L'autre impact est que l'administrations locale a trouvé en médiatrices des interlocuteurs et partenaires fiables capables de les aider à trouver des solutions et à inspirer aussi les autorités politiques du pays. Exemple d'un impact humain sur une personne : M., une femme d'une province du Nord, victime d'une interférence d'une haute autorité judiciaire, a vu le cours de sa vie changer lorsqu'elle a pu décrocher un rendez-vous au niveau central du Ministère pour que son cas soit réanalysé. L'interférence dans son dossier sur ses terres vendues par son époux avait empêché l'exécution d'un jugement qu'elle avait gagné au premier degré. Tous les recours aux degrés supérieurs et auprès de l'administration avaient été infructueux parce que l'interférant intimidait les juges en charge de la mise en exécution du jugement.

Un autre impact humain est sur un plan global, à savoir le dialogue initié par les médiatrices en province Rutana entre la population divisée en deux camps prêts à s'entretuer suite au déclenchement de la violence en 2015 dans la capitale. Le cours de la vie de la population a vite changé car la violence a été évitée de justesse.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est **sur la bonne voie**, veuillez expliquer quels ont été les **principaux défis** (le cas échéant) et quelles mesures ont été prises pour y remédier (limite de 1500 caractères).

Le défi a été le contexte politique lié à la violence débutée en 2015 mais la mise en oeuvre du projet s'est bien déroulée moyennant une adaptation progressive et stratégique, notamment en créant des synergies d'action dans la prévention et la résolution des conflits, en prenant des initiatives proactives comme l'initiative d'animation de dialogue dans un contexte de méfiance et de violence.

Un autre défi aura été le rassemblement des femmes depuis 2016 pour transcender les clivages politico-ethniques en vue de défendre la cause de la femme. Le projet a su trouver une réponse, mais le défi subsiste même s'il a trouvé une réponse.

La solidarité des femmes autour de la défense de leurs besoins et des leurs intérêts au cours des agenda politique et de paix reste aussi un défi. Les clivages politiques et identitaires entre les leaders féminins d'une part et entre les femmes de la diaspora et celles de l'intérieur du pays s'observent et leur empêchent de défendre une même vision.

La volonté politique d'associer les femmes en ordre rangé au processus de paix constitue un défi. Des initiatives de plaidoyer méritent d'être poursuivies dans ce sens pour renforcer la cohésion interne du mouvement des femmes afin qu'elles puissent contribuer à la paix. Il est notamment essentiel d'investir dans le mouvement des femmes dans les communautés afin de renforcer la résilience de celles-ci.

Si l'évaluation de l'avancement du projet est en retard, veuillez énumérer les principales raisons / défis et expliquer quel impact cela a eu / aura sur la durée ou la stratégie du projet et quelles mesures ont été prises / seront prises pour relever les défis / rectifier la progression du projet (limite de 1500 caractères):

L'évaluation n'est pas prévue

Veuillez joindre en pièce(s) séparée(s) tout document mettant en évidence ou fournissant plus de preuves de l'avancement du projet (par exemple: publications, photos, vidéos, rapports de suivi, rapports d'évaluation, etc.). Listez ci-dessous ce qui a été attaché au rapport, y compris le but et l'auditoire du document.

1.2 Progrès par résultat du projet

L'espace dans le modèle permet d'inclure jusqu'à quatre résultats de projet. Si votre projet a plus de résultats approuvés, contactez PBSO pour la modification du modèle.

Résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont fortement réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues dans leurs communautés.

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin, pour les rapports de novembre: janvier-novembre, pour les rapports finaux: durée totale du projet), y compris la mise en œuvre les principaux produit (sans énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix. Dans la mesure du possible, fournissez des exemples spécifiques de changements que le projet a soutenus / contribué ainsi que, lorsque disponibles et pertinents, des citations des partenaires ou des bénéficiaires au sujet du projet et de leur expérience. (Limite de 3000 caractères)

Le réseau a contribué à la réduction des conflits avec une réduction de 23 % des conflits qui devaient aboutir dans structures judiciaires. Ce sont des conflits politiques, familiaux, sociaux, fonciers et de violence basée sur le sexe et qui ont été traités avec succès à hauteur de 63 %. En outre l'organisation du dialogue communautaire a contribué à la prévention des conflits, réduisant par là le nombre de conflits qui devaient éclater.

L'appui au Réseau des médiatrices et à l'opérationnalisation d'un cadre de liaison et de concertation des initiatives communautaires du RFAPD et des initiatives au niveau national a marqué des progrès en matière de pérennisation de l'action des médiatrices. En effet, cela a renforcé la cohésion sociale à travers les actions de médiation et de débats communautaires sur les préoccupations communautaires. Ceci transparait à travers l'augmentation constante du nombre des conflits traités avec succès, contribuant ainsi à la réduction du nombre de cas qui parviennent aux tribunaux de de base. Ainsi, 5234 conflits (2015), 5911 (2016), 7719 (2017) et 2988 (janvier à juin 2018) ont été traités (avec 63 % de succès) et 21182 débats ont été organisés en 2016 et 2017 par les médiatrices.

Des partenaires gouvernementaux et des OSC de haut niveau ont acquis des compétences pour tirer parti de la solidarité africaine afin de renforcer les stratégies de plaidoyer en vue d'une plus grande participation des femmes burundaises aux dynamiques de paix et sécurité. 7 personnes en ont tiré profit et mettent en œuvre leur expérience acquise au profit des femmes leaders à travers les cadres de plaidoyer organisés par le projet dont les diners de plaidoyer, les forums et ateliers organisés, les journées d'échanges sur des instruments importants relatifs à la participation des femmes, etc. 548 documents de plan d'action R1325 et Politique Nationale Genre ont été produits et utilisés lors des sessions d'échange en faveur de 164 cadres administratifs et des OSC provinciaux répartis à travers tout le pays. Des équipes de suivi de la prise en compte de ces plans dans la planification sectorielle et locale, dont les cellules genre sectorielles et les responsables des CDFC, ont été mises en place. 169 femmes leaders se sont réengagés pour des initiatives de paix.

Le renforcement des capacités des leaders du FNF et des médiatrices du RFAPD a permis le travail en synergie entre ces derniers et les CDFC provinciaux qui ont mis en place un trio d'action pour les droits de la femme. Le projet a permis d'organiser plus de 11 espaces de dialogues sur les engagements pris par les élus et sur les instruments relatifs à la participation des femmes.

L'organisation des journées communales d'échange entre l'administration et les médiatrices a produit des engagements de nature à consolider la cohésion grâce au renforcement de la collaboration entre l'administration et les médiatrices. Le rapport a été endossé par le Gouvernement.

-

Résultat 2: Les citoyennes et les femmes dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Le projet a créé une culture de dialogue à tous les niveaux. Au niveau communautaire, le projet aura permis l'organisation de dialogues une fois les deux mois. Le cadre de dialogue communautaire est un espace d'expression démocratique et de redevabilité grâce à l'interaction entre population et élus. Au niveau intermédiaire le projet a également permis d'organiser des rencontres de débats sur des préoccupations nationales ou provinciales.

Le projet a permis de relier le niveau communautaire et le niveau central en inspirant l'approche de dialogue au niveau stratégique par la contribution au dialogue inter-burundais grâce à l'agenda national des femmes qui contient les priorités des femmes articulées sur le contenu de la Résolution 1325 issues des consultations organisées dans les provinces. L'Agenda a été rendu public le 5 septembre 2017. Le document a été partagé à l'équipe du facilitateur du dialogue inter-burundais à la consultation qui a eu lieu le 05 mai 2017. Il a également été présenté avec la feuille de route à la 4ème session du dialogue d'Arusha (27/11 au 8 /11/2017).

La consolidation de la solidarité entre les femmes leaders a été renforcée par des initiatives de rencontre entre elles pour analyser les stratégies en vue de réaliser un plaidoyer de qualité pour influencer les dynamiques de paix et sécurité. Ceci a permis aux femmes leaders d'exploiter les principaux outils de promotion de la participation des femmes dont le CEDAW, la Résolution 1325, l'Agenda national des femmes, etc. Elles se sont engagées à les utiliser pour faire le plaidoyer. Ces outils ont été diffusés auprès des autorités sectorielles et celles-ci ont pris l'engagement de les prendre en compte dans la planification à tous les niveaux de la vie nationale. C'est dans ce cadre que des femmes hauts cadres de l'administration ainsi que les femmes élues à tous les niveaux ont été renforcées en capacités pour les prendre en compte dans tout le cycle de la programmation et de la budgétisation.

Résultat 3: Le dialogue entre les responsables politiques et leurs concitoyennes est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **on track with significant peacebuilding results**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

Le projet a permis de mettre en place des cadres de dialogues entre les femmes des différents partis politiques, les élus et leurs concitoyennes, dans 5 provinces. Une stratégie de plaidoyer pour la mise en œuvre des engagements des partis politiques a été élaborée et sa mise en œuvre débutée. Les femmes des partis politiques ont été mobilisées afin qu'elles entreprennent des actions au sein de leurs partis. Elles ont analysé les statuts de leurs partis et relevé toutes les dispositions discriminatoires. Sur cette base, elles ont mené un plaidoyer auprès des décideurs pour que des amendements soient faits. Un partenariat a été engagé avec l'Ecole Nationale d'Administration et le Parlement pour le renforcement des capacités des femmes élues à tous les niveaux. Les modules de formation ont été développés et des formatrices en genre et leadership transformatif issues du Parlement ou de l'Administration ont dupliqué les formations reçues auprès de leurs pairs de l'administration publique et des femmes élues locales. Les initiatives de plaidoyer pour la révision des lois discriminatoires, engagées au cours du projet, restent en cours.

Résultat 4:

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultats: **Please select one**

Résumé du progrès: (voir les questions données sous Résultat 1)

1.3 Questions transversales

<p>Appropriation nationale: Comment le gouvernement national a-t-il démontré son appropriation et son engagement envers les résultats et les activités du projet? Donnez des exemples spécifiques. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>L'appropriation nationale est effective. Les services publics ont été mis à contribution afin d'appuyer le travail effectué par les femmes médiatrices au niveau communautaire et de remonter en haut les préoccupations contenues dans l'agenda national des femmes. Ainsi, en termes d'appropriation des textes de référence sur la participation des femmes aux processus de planification, le Ministère ayant le Genre dans ses attributions a adopté des stratégies de mise en œuvre des recommandations issues de la présentation du rapport national sur la CEDAW, du contenu des plans d'action de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre, de la Résolution 1325 et l'agenda des femmes pour la paix et la sécurité pour la période 2017- 2021.</p> <p>Au niveau du renforcement des capacités, l'Ecole Nationale d'Administration a outillé les femmes élues (parlementaires, sénatrices, elues communales et collinaires) afin d'améliorer le plaidoyer et la communication sur les enjeux de prise en compte des préoccupations des femmes dans les organes de prise de décisions.</p> <p>Au niveau de l'administration territoriale, avec le soutien du Ministère de l'Intérieur, une stratégie de collaboration existe avec les autorités provinciales et communautaires et le RFAPD dans les initiatives de prévention et de résolution pacifique des conflits.</p> <p>En outre le RFAPD est passé de 534 médiatrices communales à environ 15000 médiatrices collinaires de proximité pour pérenniser les initiatives des médiatrices.</p>
<p>Suivi: Le plan de S & E du projet est-il sur la bonne voie? Quelles sont les méthodes de suivi et les sources de données utilisées? Veuillez joindre tout rapport relatif au suivi pour la période considérée. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le suivi se fait à travers de visites régulières de terrain pour faire l'état des réalisations des partenaires mais aussi pour recueillir des données. Ces visites sont complétées par des réunions avec les partenaires non seulement pour échanger sur les constatations mais aussi pour harmoniser leurs approches. Le recueil de témoignages et des données est une approche régulièrement utilisée pour constater la qualité du travail effectué par les médiatrices</p>
<p>Évaluation: Fournir une mise à jour sur les préparatifs de l'évaluation externe pour le projet, surtout si le projet est au cours des 6 derniers mois de la mise en œuvre ou c'est le rapport final.</p>	<p>Les activités du projet ont été clôturées au 30 juin 2018. Il n'est pas prévu une évaluation.</p>

<p>Confirmer le budget disponible pour l'évaluation. (Limite de 1500 caractères)</p>	
<p>Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à des engagements de financement spécifiques autres que le PBF? Si oui, de qui et de quel montant? Si non, des tentatives spécifiques ont-elles été faites pour attirer des contributions financières supplémentaires au projet et au-delà? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet intéresse d'autres partenaires financiers. Il s'agit notamment du Women Peace and Humanitarian Fund qui a appuyé le réseau des femmes médiatrices dans leur autonomisation économique pour une meilleure participation à la consolidation de la paix et de la sécurité. Le projet est financé à hauteur de 1 971 470 USD pendant les 3 dernières années.</p>
<p>Effets catalytiques (non financiers): Le projet a-t-il créé des conditions favorables pour d'autres activités de consolidation de la paix par le gouvernement / les autres donateurs? Si oui, veuillez préciser. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le projet est un canal incontournable pour d'autres interventions notamment les initiatives de relèvement économique, la promotion du leadership féminin en général et des jeunes filles en particulier en matière de consolidation de la paix. Le projet a permis au Réseau des femmes médiatrices d'être une porte d'entrée dans les communautés pour tous les autres acteurs qui voudraient investir dans le relèvement de la femme, y compris dans les autres actions de développement en général des communautés. Le réseau des femmes médiatrices constitue donc une base pour les autres interventions communautaires. Il intéresse de plus en plus d'autres intervenants.</p>
<p>Stratégie de sortie / durabilité: Quelles mesures ont été prises pour se préparer à la fin du projet et aider à assurer la durabilité des résultats du projet au-delà du soutien du PBF? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Les mesures prises pour se préparer à la fin du projet au-delà du soutien du PBF sont entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La promotion du volontariat féminin. La stratégie d'ONU Femmes est de développer un leadership féminin conscient des enjeux de la participation des femmes à la vie et à la prise de décisions communautaires. Les actions entreprises durant cette nouvelle période s'inscrivent dans ce sens. - L'intégration de l'approche autonomisation économique des femmes dans les activités de consolidation de la paix et de la cohésion sociale permet de garder le Réseau des femmes médiatrices au-delà du projet. Les activités de médiation, de résolution des conflits, de dialogue pourront se perpétuer grâce aux AGRs entreprises et serviront de point de ralliement des femmes. Les activités génératrices de revenus ont pour objectifs économiques mais également de développement du leadership féminin au niveau communautaire en vue d'une participation aux dynamiques de paix et de cohésion sociale. - L'initiative de Journées communales d'échange entre l'administration et les médiatrices permet de pérenniser le réseau des médiatrices et de l'étendre au niveau de chaque colline du pays (on est en train

	<p>de passer de 534 médiatrices communales et provinciales à 15000 médiatrices collinaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Réseau des femmes élues s'engage annuellement à des actions de consolidation de la paix en plus d'autres initiatives - Les initiatives de plaider des femmes des partis politiques se poursuivent au delà des financements
<p>Prise de risques : Décrivez comment le projet a réagi aux risques qui menaçaient l'atteinte des résultats. Identifiez de nouveaux risques apparus depuis le dernier rapport, le cas échéant. (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Le déclenchement de la violence en 2015 a failli affecter le projet. Mais la mise en oeuvre du projet s'est bien déroulée moyennant une adaptation progressive et stratégique, notamment en créant des synergies d'action dans la prévention et la résolution des conflits, en prenant des initiatives proactives comme l'initiative d'animation des dialogues de paix pour calmer la situation dans certaines régions les plus affectées.</p>
<p>Égalité entre les sexes : Au cours de la période considérée, quelles activités ont été menées pour adresser les questions d'égalité des sexes ou d'autonomisation des femmes? (Limite de 1500 caractères)</p>	<p>Toutes les activités du projet sont centrées sur l'égalité entre les sexes.</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en oeuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le besoin de renforcer le leadership féminin au niveau supérieur/national afin qu'elles portent haut la voix des femmes et de renforcer davantage la solidarité des femmes leaders afin qu'elles soient engagées davantage pour la défense des droits des femmes. - Le besoin de mettre en place un réseau national des femmes médiatrices (de la colline au niveau national) qui s'attaquerait aux conflits de haut niveau. - Il s'avère aussi nécessaire de sortir le réseau national hors du pays et créer des liens forts avec les autres médiatrices et médiateurs de la sous région hors du Burundi - Certaines initiatives, en particulier celles des femmes des partis politiques et des femmes élues ont encore besoin de renforcement

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS: Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification - fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 1 Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes) sont fortement réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant des actions des femmes	Indicateur 1.1 Cohésion sociale accrue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communautaires.	Après 4 ans, il y a 534 médiatrices dont 18 points focaux provinciaux et 15000 médiatrices collinaires. Elles ont renforcé la cohésion sociale par la réduction des conflits (21852 traités ou 23 % des conflits reçus aux tribunaux de base) et la prévention des conflits (26294 séances de dialogues)		
	Indicateur 1.2					
	Indicateur 1.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
médiatrices reconnues dans leurs communauté						
Produit 1.1 Réseau des femmes médiatrices est mis en place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives en faveur de la paix initiées par les médiatrices	Beaucoup de conflits dans les communautés et existence d'acteurs impliqués dans leur résolution mais l'impact de leur action n'a pas été évalué.	Au moins une initiative en faveur de la paix par médiatrice par mois.	A la fin du projet: 21852 conflits traités, 26294 séances de dialogue, d'initiatives de plaidoyer, participation aux réunions communales de sécurité, participation au 4ème round du dialogue d'Arusha, rencontre entre femmes de la diaspora et celles venues du Burundi pour un rapprochement des femmes		
	Indicateur 1.1.2					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 1.2 : Des rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la paix et la cohésion sociale	Indicateur 1.2.1 Les recommandations et propositions faites par les femmes prise en compte de l'Agenda , les discussions et les résultats des négociations	0	Au moins 5 initiatives	5 initiatives pilotes ayant trait au renforcement du pouvoir économique des jeunes, la consolidation de la paix et sécurité sont en cours et 5 autres initiatives sont en attente de financement		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Les parties prenantes aux négociations bénéficient des	Indicateur 1.3.1 Recommandations et propositions faites par les femmes prise en compte de l'Agenda , les	Faible prise en compte des préoccupations des femmes	Les préoccupations formulées par les femmes sont prises en compte dans	Les préoccupations des femmes contenues dans l'agenda ont été présentées à la médiation par le Groupe des	Il n'a pas été facile aux femmes de prendre part au processus d'Arusha. le projet a continué à faire le plaidoyer et finalement, les femmes y ont participé et y ont présenté l'Agenda national des femmes et leur Feuille de route en décembre 2017.	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
conclusions des rencontres organisées par les femmes à tous les niveaux et de l'appui de ces dernières pour orienter le processus politique vers une paix durable.	discussions et les résultats des négociations		le processus de négociations	Femmes au cours du 4ème round des négociations		
	Indicateur 1.3.2 Niveau de participation des femmes leaders à la table des négociations	0%	Au moins 30%	Sur 10 femmes prévues, 6 femmes ont participé au 4ème round d'Arusha en provenance du Burundi.		
	Indicateur 1.3.3. Nombre de femmes participants à des cadres de plaidoyer	Existence de groupe de femmes dans le plaidoyer et dans la mobilisation	Au moins 12 femmes formées participent au plaidoyer et font la restitution aux femmes leaders	L'Agenda national des femmes et la feuille de route d'Addis-Abebas ont été présentés à la facilitation		
	Indicateur 1.3.4 Nombre de femmes leaders à la base renforcées	Réseau des 534 médiatrices	534 médiatrices et leaders FNF appuyés 2 institutions étatiques appuyés	174 femmes élues (116 communale, 17 parlementaires, 36 l'administration formées)		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Résultat 2 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	Indicateur 2.1 Niveau de participation des femmes accru dans les institutions et postes de responsabilité.	Base: 32% à l'Assemblée Nationale, 46% au Sénat, 32% des membres des conseils communaux et 17% des membres des conseils collinaires, 17% de femmes représentées dans les postes de décision dans les secteurs de la sécurité, de la gouvernance	-35% pour les postes politiques -Au moins 30% pour les postes techniques. - 36% à l'Assemblée Nationale, 39% au Sénat, 32% niveau communal.	Les données n'ont pas évolué	Le contexte sécuritaire tendu a eu un effet négatif sur le niveau de représentation des femmes lors des élections de 2015 (régression par rapport aux élections de 2010)	
	Indicateur 2.2			.		
	Indicateur 2.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 2.1 L'espace politique est élargi pour une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du	Indicateur 2.1.1 Existence du document de stratégie de plaidoyer	Quota d'au moins 30% prévu par la Constitution pour la participation de la femme au Parlement, au Gouvernement et dans les Conseils communaux. Rien d'autre n'est prévu	Des membres du Parlement, au moins 3 ministères, et des membres de l'administration publique sont sensibilisés par la campagne de plaidoyer pour les droits de l'homme	La stratégie est disponible. 25% des 50% des recommandations ont été réalisés: engagement sur la sensibilisation des femmes à briguer des postes électifs. Les femmes des partis politiques ont été mobilisées afin qu'elles entreprennent des actions au sein de leurs partis.		
Gouvernement, de l'administration locale et des partis politiques.	Indicateur 2.1.2 Nombre d'initiatives favorisant la participation des femmes prises par les acteurs institutionnels et politiques ciblés (plan d'action, loi,	Existence d'engagements des partis politiques pour améliorer la participation de la femme.	Au moins 50% des neuf catégories d'engagements pris par les partis politiques sont mis en œuvre.	Le plaidoyer sur des textes légaux comme le Code des personnes et de la famille et sur la nationalité ont été menés, 8 dialogues provinciaux ont été organisés et permettaient de	Le plaidoyer va continuer au-delà du projet	

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	règlement intérieur, etc.)			mettre ensemble les élus et les acteurs politiques et de la société civile.		
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1 Nombre d'événements mis en œuvre dans le cadre de la campagne d'éducation civique	Les femmes des communautés connaissent mal leurs droits et devoirs politiques	Des messages d'information publique sur les initiatives de paix en cours et d'éducation au dialogue et à la résolution pacifique des conflits basés sur l'expérience des actrices de paix sont diffusés par des radios communautaires.	Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes L'ensemble de la population écoutant les radios partenaires à l'heure de diffusion des sports est sensibilisée et cela dans tout le pays		
	Indicateur 2.2.2 nombre de femmes élues dont les	Les femmes élues de 2015 ont	% de femmes élues dont les capacités sont	Toutes les élues prévues (% prévus) ont été		

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	capacités sont renforcées notamment en leadership	bénéficié de renforcement des capacités	renforcées/80 % au niveau national, 20% au niveau communal et 15% au niveau collinaire	renforcées: 174 femmes élues dont 116 elues communales, 17 femmes parlementaires et et de 36 l'administration ont été formées en leadership transformatif en technique de communication, de plaidoyer et d'influence ainsi que sur l'égalité de genre		
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1			.		
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous	Indicateur 3.1 Nombre d'événements mis en œuvres dans le cadre de la campagne d'éducation	Les élues en fin de mandat ont suffisamment bénéficié de renforcement	- Pourcentage de femmes nouvellement élues en 2015 dont les			

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	Nombre de femmes élues dont les capacités sont renforcées notamment en leadership	des capacités. Les femmes des communautés connaissent mal leurs droits et devoirs politiques. Les élues de 2015 n'ont pas bénéficié de renforcement de capacités.	capacités sont renforcées: 80% au niveau national, 20% au niveau communal, 15% au niveau collinaire - Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes			
	Indicateur 3.2					
	Indicateur 3.3					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
Produit 3.1 Des espaces de dialogue animés par les femmes permettent une redevabilité accrue des élus et le rapprochement entre partis politiques.	Indicateur 3.1.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	11 espaces de dialogue animés	18 dialogues provinciaux ont été organisés et permettaient de mettre ensemble les élus et les acteurs politiques et de la société civile Les espaces existent dans les 18 provinces		
	Indicateur 3.1.2 Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue formels	Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés	Les engagements sont en cours de mise en oeuvre et à plus de 50%		
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements	Ajustement des cibles (cas échéant)
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
	Indicateur 4.3					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PARTIE 2: PROGRÈS FINANCIER INDICATIF DU PROJET

2.1 Commentaires sur l'état des progrès financiers globaux du projet

Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont sur la bonne voie, en retard ou en retard, par rapport aux plans de projet: *on track*

Combien de tranches de budget de projet ont été perçues à ce jour et quel est le niveau global des dépenses par rapport au budget total et par rapport à la tranche (s) reçue (s) jusqu'à présent: 100%

Quand comptez-vous demander le paiement de la tranche suivante, si des tranches restent à payer: -

Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une brève explication (limite de 500 caractères):

Veillez indiquer quel montant \$ a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour:
1,800,000 USD

Veillez remplir et joindre l'annexe A sur les progrès financiers du projet, **en utilisant le tableau du budget du projet (en Excel) et en ajoutant les informations sur le niveau des dépenses / engagements à ce jour**, même si les montants sont indicatifs seulement.